

4 JUILLET 2023

La formation spécialisée du CSA de réseau des Préfectures SGCD s'est ENFIN réunie et a été installée le 4 juillet 2023 par Mme MEZIN, DRH du MI, en présence de M LANTERI, Sous-directeur de l'action sociale et de l'accompagnement du personnel (SDASAP), des réseaux de l'action sociale, du Docteur Foullon, médecin chef coordonnateur de la médecine du travail, de Mme GRUZKA, conseillère technique nationale pour le service social et de M Charles PIROUX pour les ISST .
Etaient présents pour FO PRÉFECTURES : Olivier BERGER, Frédéric CAILLAUD, David PEVERELLI, Catherine BEN ASSAYA, Pascal MAUSSANT, Claude BOISORIEUX, Noël RUBIO et en visio : Nelly AUGÉ, Pierre BOURDIER, Angely VIRGINIUS.

NOTRE DÉCLARATION LIMINAIRE TEND VERS UN BUT :

LE RETOUR A L'HUMAIN !

FO A OBTENU EN 2021 LA DÉCLINAISON EN LOCAL D'UN BAROMETRE SOCIAL QUI A PERMIS D'ÉTABLIR DES CONSTATS. NOS ALERTES ONT ÉTÉ CONSTANTES sur la perte de sens de travail, les difficultés générées par les applications métiers, la pression sur les collègues, le peu de moyens des réseaux. FO demande l'augmentation du taux de promotion, une meilleure attractivité par un climat de travail apaisé, des consignes claires, la révision des critères et attentes en termes d'objectifs avec un réel entretien professionnel. Notre organisation syndicale, la seule à se mobiliser pour les contractuels en CCP, n'a pas cessé de réclamer un groupe de travail (GT) sur les contractuels, la prise en compte des toutes les filières, administratives, sociales, techniques, SIC. Un point sur le bilan des heures écrêtées est demandé sans discontinuer pour établir les impacts du temps et de la charge de travail sur la santé et les risques psychosociaux. Parmi nos sujets phares : continuer l'harmonisation de la restauration pour les sous-préfectures et l'Outre Mer, la réalisation des chantiers de convergence, la réalisation du diagnostic amiante, un bilan sur les documents uniques.

Sans surprise, toutes nos demandes ont été reprises par la CFDT !

POUR FO, NOTRE CAMARADE FRÉDÉRIC CAILLAUD, SEUL CANDIDAT POUR LA FONCTION DE SECRÉTAIRE DE LA FORMATION, EST ELU AVEC 9 VOIX POUR (FO ET SAPACMI) ET 2 ABSTENTIONS (CFDT) .



PREMIER POINT : L'APPROBATION DU PV DU CSHCT SP du 15/09/2022 !

Pour rappel, c'était lors de cette instance, suite à nos alertes auprès du SG du MI, qu'une mission de l'IGA a été désignée ; ce qui n'a empêché notre OS de **DEMANDER et D'OBTENIR la possibilité de voter la nomination d'un « expert agréé indépendant pour étudier la situation des SGCD dans le domaine de l'hygiène, la santé et la sécurité au travail »** et de manière globale les risques sur la santé de tous les collègues au MI. Ce vote avait validé notre souhait avec 8 votes exprimés, 7 POUR (4 au titre de FO et 3 au titre de la CFDT) et 1 ABSTENTION (au titre du SAPACMI). Le procès verbal est approuvé .

POINT SUR LE REGLEMENT INTERIEUR DE LA FS :

CE REGLEMENT INTÉRIEUR A ÉTÉ VALIDÉ LORS DU CSA DU 5 JUIN 2023

FO REVIENT SUR LE SOUHAIT D'UN VRAI DIALOGUE CONSTRUCTIF AVEC LA RÉUNION DE CETTE INSTANCE A MINIMA 3 FOIS PAR AN, LA POSSIBILITE DE PAROLE POUR LES SUPPLÉANTS ET AVEC LA POSSIBILITÉ DE RÉALISER DES VISITES SUR SITES SI NÉCESSAIRE, AINSI QUE LE PRÉVOIT L'ARTICLE 3 DU REGLEMENT INTÉRIEUR.

FO, tout en reconnaissant les compétences locales, demande d'envisager cette possibilité. Ces visites pourraient intervenir uniquement en cas de risque important dans les structures où il y aurait blocage du dialogue, et peut-être face à une situation de gravité, ainsi que cela a pu se faire avec la délégation FO pour la juridiction administrative à Mayotte !

POINT IMMOBILIER

FO demande quels sont les projets non retenus et au niveau local ce qu'il est nécessaire de faire ? Y a-t-il un contrôle local des travaux ? Y a-t-il une ouverture des chantiers à tous ? **FO** demande le tableau de suivi et une liste de tous les projets, notamment pour les COD dans le cadre des Jeux Olympiques. **FO** demande un point sur les cités administratives : les préfets sont les présidents des syndicats de copropriété : dans ce cadre, comment les projets immobiliers sont-ils gérés ? **FO** demande un point sur l'Agence de Gestion Immobilière de l'Etat (AGILE) qui a vocation à récupérer la gestion des syndicats des cités administratives et sur leur impact sur les SGCD. **FO** évoque la remontée de terrain concernant les nouveaux marchés et les contraintes avec les SGCD.

LES RISQUES AMIANTE

La DEPAFI fait un récapitulatif des mesures prises pour la **préfecture de Bastia** pour laquelle **FO EST INTERVENUE dès le départ** et reprend l'historique en indiquant que les doses amiante sont de 1,2 (quand la dose maximum est de 5), que les travaux ont eu lieu en site occupé, ce qui a causé des inquiétudes. Par mesure conservatoire, il y a eu un PCA aménagé avec télétravail et report de l'accueil dans des DDI. Les effectifs ont donc été redéployés depuis fin mars début avril et la société Veritas a été sollicitée pour une étude de faisabilité de désamiantage. Le rapport a été remis fin mai : il établit la présence d'amiante dans le bâtiment mais pas dans l'air. Il reste actuellement 5 niveaux à désamianter, sur une durée estimée entre 10 et 16 mois. Des déplacements ont été organisés (DEMATES /DEPAFI) et une consultation pour maîtrise d'œuvre va être lancée par le préfet pour engager les travaux. Le cahier des charges est en cours de rédaction . LA DEPAFI n'a pas connaissance d'autres sites.

Le docteur Foullon indique que le Préfet a octroyé des moyens au médecin du travail sur place pour le suivi médical des collègues .

FO DEMANDE UNE COMMUNICATION AUX AGENTS

POINT ASSISTANTS SOCIAUX

Un bilan qualitatif est présenté. **FO** attend un bilan 2022 plus quantitatif, même si le logiciel iriss ne permettra pas de comptabiliser le nombre exact de situations et/ou personnes reçues. **FO** reconnaît la qualité du dialogue social mais les besoins sont là : Notre Organisation syndicale demande instamment la création de postes, une réflexion sur la charge de travail et revient sur la faible attractivité de certains départements. **FO** revendique également une augmentation du RIFSEEP, c'est-à-dire de l'IFSE et du CIA.

Enfin, **FO** demande aussi le retour de la réflexion de la mission inter-inspection.

LES DOCUMENTS UNIQUES (DU) LES ASSISTANTS ET CONSEILLERS DE PREVENTION

FO demande un bilan des DU et un point sur les assistants et conseillers de prévention: il faudra faire une mise à jour dans les départements ; **FO** demande notamment une meilleure information dans les DU concernant les risques naturels et technologiques.

Pour **FO**, il y a des points de vue différents sur le positionnement des assistants et conseillers de prévention qu'il faut clarifier .

L'ISST indique que s'agissant d'un bilan national, il faut des remontées des services à la SDASAP. Néanmoins, il est saisi pour des missions conseil et intervient dès que nécessaire. Il explique qu'il y a des tutoriels qui expliquent les transferts de données de DUERMI 2 à 3 .

LES SGCD : REGROUPEMENTS

Les regroupements de SGCD ont concerné le Cantal avec Aurillac, Quimper dans le Finistère avec 1,3 millions de travaux et Mamoudzou à Mayotte : les travaux sont estimés à 8,2 millions d'euros — ce n'est pas arbitré : il s'agit des trois situations connues .

Actuellement, il y a 53 SGCD sur site unique, 35 SGCD en site double, et 12 SGCD sur multi-sites.

FO revient sur les difficultés des SGCD et sur la mise en péril des collègues, insiste sur la nécessité de suivi, revient sur le rapport Briquet et sur le rapport de la cour des comptes → **La DRH MI propose de réactiver le baromètre social !**



CELLULE ALLO DISCRI : FO évoque des remontées d'agents ayant des difficultés à contacter la cellule allo-discr, cellule d'écoute qui oriente et prend en charge les collègues → sur les 3 collègues habituellement mobilisés sur cette mission, un seul est présent. FO demande si un renfort est prévu . Tout devrait revenir à la normale après les vacances d'été à SUIVRE... Nous resterons vigilants !

